



# Atelier de prospective avec des acteurs de la Genève internationale – Compte-rendu

---

**Date et lieu :** 5 novembre 2021, de 08h30 à 12h30, à l'[espace de concertation 3DD](#) (Rue David-Dufour 3, 1205 Genève)

La **liste des participants** se trouve à l'annexe 1.

## 1. Contexte : la démarche de Genève 2050 et le dialogue avec la Genève internationale

Mme Beatrice Ferrari et M. Meier (respectivement Directrice et Secrétaire général adjoint à la Direction des affaires internationales, DAI) présentent brièvement la [démarche de Genève 2050](#) et les raisons pour lesquelles il a été décidé d'organiser cet atelier qui réunit des représentants de la Genève internationale et de l'Etat de Genève.

Entreprise par le Conseil d'Etat genevois depuis 2018, Genève 2050 est une démarche de prospective innovante qui se donne pour objectifs de mieux appréhender les échelles temporelles lointaines difficiles à maîtriser en raison des évolutions de notre société, de disposer de moyens nécessaires pour pouvoir répondre aux enjeux de Genève à l'horizon 2050, de renforcer la participation citoyenne et de casser les silos. Cette démarche est innovante sous l'angle participatif (elle implique la participation de la population et des jeunes, et renforce les synergies avec les partenaires et la Genève internationale), sociétal (elle permet de construire des ponts entre le monde politique et citoyen, entre les générations et entre les politiques publiques) et administratif (elle favorise les coordinations et synergies entre planifications et départements sur les thématiques structurantes, et positionne des thématiques émergentes à la croisée des politiques sectorielles).

C'est dans ce contexte que, suite à la publication des [résultats de l'enquête participative réalisée en 2019](#), le Conseil d'Etat a décidé de poursuivre cette démarche, avec l'objectif notamment d'engager un dialogue avec les acteurs internationaux. Il s'agit ainsi d'inclure les acteurs internationaux dans la réflexion sur le devenir de Genève, et de nourrir d'éventuelles futures collaborations entre les acteurs internationaux et l'Etat de Genève dans le domaine de la prospective autour de thématiques d'intérêt mutuel.

Fin 2020, la Conseillère d'Etat Nathalie Fontanet a écrit aux principales organisations internationales, ONG et plateformes de coopération basées à Genève afin de leur transmettre ce rapport de résultats et de les inviter à participer à la poursuite de la démarche de Genève 2050. En mai 2021, une première séance en ligne s'est tenue avec les organisations ayant répondu favorablement à l'appel afin de préparer cet atelier de prospective. Trois thématiques sont ressorties de cet échange :

- Le futur du travail
- Le futur du numérique
- Le futur de l'éducation

Durant l'été 2021, des réunions bilatérales avec les organisations impliquées sur ces thématiques ont été réalisées, avec la participation de la DAI, de la déléguée de Genève 2050, et des entités de l'Etat également actives sur ces trois thématiques, afin de préparer les bases de cet atelier.

Les participants à l'atelier travaillent dans des entités de la Genève internationale ou au sein de l'Etat de Genève, et ont la particularité de soit directement œuvrer sur les trois thématiques identifiées (éducation, travail, numérique), soit d'avoir une fonction leur permettant d'avoir une vision d'ensemble au sein de leur organisation/département et de pouvoir enrichir les échanges.



## 2. Appréhender les futures disruptions : l'importance de la prospective dans un monde incertain et volatil

M. Jean-Marc Rickli (Directeur des risques globaux et émergents au Centre de Politique de Sécurité de Genève, GCSP) expose l'importance de la prospective.

La géopolitique – qui s'intéresse à la distribution de la puissance internationale entre acteurs à l'œuvre sur un territoire –, utilise les acronymes VICA et FANI pour caractériser le monde en constante transformation dans lequel nous vivons: celui-ci est volatile, incertain, complexe et ambigu (VICA), et fragile, anxieux, non-linéaire, incompréhensible (FANI).

Pour une organisation, l'analyse de risques permet de mettre en évidence des événements pouvant impacter l'action et sur lesquels agir. La prospective va plus loin : elle est une anticipation pour éclairer l'action présente à la lumière des futurs possibles. Imaginer l'avenir autrement, c'est déjà vouloir changer le présent. La prospective devient ainsi aussi un réel outil de management participatif et d'apprentissage organisationnel. Elle se distingue de la prévision, qui est une estimation sur le futur assortie d'un degré de confiance.

En prospective, on peut utiliser la méthode des scénarios qui constituent des jeux cohérents d'hypothèses conduisant d'une situation d'origine à une situation future. On commence par bien poser le problème, on identifie les variables clés, on analyse les jeux des acteurs pour déterminer ceux déterminants, on se pose la question de ce qui se passera dans le futur, et on construit des scénarios sous forme de cheminements.

Par exemple, pour tenter d'illustrer l'orientation future de la gouvernance internationale, M. Rickli a construit 3 scénarios géopolitiques 2030, en dressant une analyse de leurs impacts sur la Genève internationale, à savoir :

1. *Déglobalisation et fragmentation* de la société internationale : avec le retour du nationalisme politique et économique (accélééré par la crise du Covid-19) de l'isolationnisme américain (UNESCO, OMS, JCPOA, TPP, ...) et de l'émergence de puissances régionales (Turquie, EAU, Arabie Saoudite...)
  - ➔ Impacts sur la Genève internationale : émergence de normes qui vont à l'encontre du multilatéralisme sur lequel repose l'ADN de la GI et donc perte d'influence de la GI, s'ensuit un impact économique, avec la réduction du staff des OI et disparition d'ONG, et impact réputationnel avec une perte d'image pour Genève.
2. *Duopole USA/Chine* : avec la multiplication des affrontements globaux entre les Etats-Unis et la Chine (guerre commerciale, blocage de l'OMS, sécurité internationale d'Hong Kong, Taiwan ou des îlots en Mer de Chine) transformant le système hégémonique hérité de la fin de la Guerre froide en un duopole. Depuis son arrivée au pouvoir en 2013, le président chinois Xi Jinping entreprend de nombreuses initiatives stratégiques pour garantir la croissance économique de la Chine et son ascension au statut de première puissance hégémonique mondiale (avec par ex. la "Belt and Road", la nouvelle route de la soie, visant à mieux connecter la Chine au reste du monde et renforcer les échanges commerciaux, ou le "plan 2049" pour une Chine moderne, prospère et forte qui atteindra le statut de première puissance mondiale).
  - ➔ Impacts sur la GI : risque de paralysie du système onusien (exemple de la paralysie du Conseil de sécurité durant la crise sanitaire sur la proposition d'un cessez-le-feu global). Risques d'impact négatif sur la réputation de la ville comme centre multilatéral global avec des conséquences économiques locales négatives. Par contre, il y a également des opportunités de profiler la GI comme facilitateur et médiateur dans une situation de duopole. La rencontre Biden Putin en est un exemple
3. *Société globale et multilatéralisme* : développement accru de la coopération internationale ainsi que de nouvelles formes de collaborations internationales public-privé, avec par exemple le retour des



US à l'OMS, au Conseil des droits de l'Homme, à l'Accord de Paris, et la conclusion d'accords pour répondre aux défis communs (accord sur la cybersécurité, traité international sur les pandémies, ...).

- ➔ Impact sur la GI : possibilité de croissance, notamment à travers les PPP, nouveaux thèmes internationaux, nouveaux acteurs, dématérialisation (renforcement des capacités numériques). Par contre, il existe un risque de compétition de Genève avec d'autres villes afin d'attirer des organes de régulation internationaux.

"Our blind spot comes from the fact that we have lived in a linear world. But today's changes are exponential". Il convient de penser le futur maintenant, car nous avons affaire à des transformations qui évoluent de manière exponentielle, avec des impacts exponentiels. A l'exemple des deepfakes, qui est une technique de trucage de fichiers audio ou vidéo, qui s'est développée en l'espace de quelques années seulement, de 2014 à 2018, pour atteindre une qualité très proche de la réalité et peut être utilisée très facilement à des fins de manipulation par tout un chacun.

En 2019, on dénombre près de 14'700 vidéos deepfake en ligne. 96% du contenu de ces vidéos est à caractère pornographique, avec un total d'environ 134 millions de vue de vidéos deepfake en ligne parmi les quatre top sites internet de pornographie. En septembre 2021, une nouvelle application permet de transformer les femmes en vidéos porno en un clic. Ce type d'utilisation a et aura des conséquences très graves sur la pratique du revenge porn. Cette technique devient également une arme, notamment utilisée par les gouvernements, avec des conséquences très graves sur la propagation de la désinformation et son impact sur la confiance qu'ont les citoyens dans les institutions. La désinformation trompe notre cerveau et met en danger la démocratie. Les nouvelles reposant sur des mensonges se propagent beaucoup plus vite que la vérité, et touche beaucoup plus de personnes.

Les technologies se développent, à l'exemple de la réalité augmentée avec Facebook devenu "Meta", pour des interactions virtuelles. De forts investissements sont réalisés pour développer aussi les interfaces cerveau-machine. On connecte le cerveau pour augmenter ses capacités, pour le piloter, etc. avec les questions éthiques et de sécurité que cela suscite.

Il convient d'identifier des questions-clés pour l'avenir : Quid du rôle de l'auto-détermination ? Quid du rôle du libre arbitre ? Quid de la responsabilité individuelle ? Qui du rapport à l'autre, altérité ? Quid du vivre ensemble et du concept de société ? Quid de la confiance digitale ? Quid de la distribution du pouvoir ? Quid de la violence : physique, symbolique ? Quid des droits de l'homme, neuro-droits ?

Finalement, nous sommes dans un monde dont les transformations croissent de manière exponentielle, créant des ruptures profondes et beaucoup plus fréquentes. Il convient alors de penser au futur, aux conséquences de ces événements et aux mesures à mettre en place. La prospective devient un outil d'importance croissante comme outil heuristique et d'aide à la gouvernance. Il y a une forte nécessité de transdisciplinarité, de développer des esprits polymath (penser de manière interdisciplinaire) et d'associer les citoyens et les preneurs de décision aux développements technologiques.

### **3. Emploi, éducation et numérique : enjeux et propositions des groupes de travail**

Trois groupes de travail ont été constitués pour mener une réflexion sur le futur de l'emploi, de l'éducation et du numérique. Chaque groupe réunit des personnes œuvrant directement sur ces thématiques, plus expertes, et des personnes ayant une fonction leur permettant d'avoir une vision d'ensemble des activités au sein de leur organisation/département, afin de permettre à ces dernières d'apporter un nouveau regard. La **liste de ces trois groupes de travail** figure à l'annexe 2.

#### **3.1 Le futur de l'emploi**



## **Les enjeux de l'emploi à Genève, par M. Alexandre Epalle (Directeur, Direction générale du développement économique, de la recherche et de l'innovation - DGDERI)**

Aujourd'hui au sein de l'Etat, nous voyons que des transformations technologiques majeures sont en cours. Les modèles économiques se transforment vite et ont un impact sur le personnel qui travaillent, et donc sur l'emploi. Et s'il n'y a pas de compétences dans un territoire donné, le territoire devient obsolète. La crise du Covid a accéléré cette réflexion, en montrant la fragilité de certains secteurs (transports, aérien, tourisme d'affaire, hôtellerie, ...). Comment sera l'après-crise ? Il ne sera pas ce qu'on avait avant. Face à la fragilité de certains secteurs, il y a des emplois qui vont disparaître et des personnes qui vont devoir changer de secteur. Aujourd'hui il est essentiel de mettre en évidence les "compétences".

L'année passée, l'Etat a créé la taskforce "employabilité". C'est un dispositif d'accompagnement pour les personnes qui travaillent dans les secteurs à risque.

Il y a beaucoup de rapports qui sont produits sur les métiers du futur. Mais la difficulté c'est de raccorder cela à la réalité. L'enjeu est donc de rendre les compétences existantes visibles. Nous n'avons, aujourd'hui, pas de données les compétences qui existent à Genève. Il est intéressant de les connaître pour savoir ensuite quels seront les emplois dans 6 à 24 mois (création d'une base de données sur les compétences).

Un autre enjeu est celui de lier ces réflexions avec les planifications cantonales, comme par exemple, la transition énergétique.

Il est aussi intéressant de savoir que l'Etat a une base légale – [la loi sur les bourses et prêts d'études](#) (LBPE; C 1 20) – qui met à disposition un fonds de 40'000 CHF pour aider à la reconversion professionnelle.

Au sein de la task force, nous menons aussi une réflexion sur la valorisation de certains métiers, par exemple, les chauffeurs poids lourds, car on n'en trouve plus, ou les vendeurs sans formation.

### **Propositions du groupe de travail**

Le groupe de travail propose, en termes de besoins, de :

- Ne pas réinventer la roue, car il existe déjà des outils;
- Aborder de nouvelles thématiques, comme l'écologie;
- Mener une réflexion pour identifier les défis de la Genève internationale en termes d'emploi : quelle est l'attractivité de ce secteur ? Y-a-t-il de nouvelles compétences à développer ou existantes et transversales à valoriser pour ce secteur ?
- Réfléchir pour revaloriser certains secteurs (hôtellerie, restauration, etc.)
- Il y a le challenge des jeunes : ils ne veulent plus travailler dans des "secteurs rigides" et ils ne veulent pas venir à Genève
- Quel est l'impact du mode de travail de la Genève internationale sur Genève (centres de conférences, télétravail) ? La Genève internationale peut-elle apporter quelque chose aux autres secteurs : en termes d'expériences, de compétences, de production de normes ? A l'inverse, que peut apporter Genève pour développer des compétences pour la Genève internationale ?
- Développer la prospective des compétences

En termes d'opportunités, il est proposé de :

- Cartographier les compétences existantes, afin notamment de préparer les compétences de demain (face aussi aux tendances comme le vieillissement de la population, ...) > échange de connaissances sur les méthodologies entre le BIT et l'administration.
- Développer un centre d'échanges en lien avec les compétences (idée de Mme Cohen Dumani)
- Tenir compte des nouvelles tendances : démarche "new work" > nouvelles aspirations/orientations post-covid, lien avec ["Travailler autrement"](#) (références de personnes :



Isabelle Chappuis, directrice de Futures Lab, HEC Lausanne; Daniela Wuerz, spécialiste de la coordination pour le COVID à l'ONUG).

- Créer plus de flexibilité et d'échanges thématiques entre les secteurs public/privé et la Genève internationale, en facilitant par exemple le détachement de personnel temporaire.
- Développer des passerelles professionnelles entre la Genève internationale, les secteurs public et privé de Genève.
- Utiliser Genève comme "territoire test" pour des projets avec les internationaux.
- Promouvoir les start-ups afin de répondre à la problématique des jeunes, mais aussi développer plus de connexions entre la formation et l'emploi (pas seulement lors des dernières années d'études)
- Aborder l'avenir du travail entre la Genève internationale (BIT, OMC) et les entreprises genevoises (locales et multinationales)
- Définir des axes de valeurs de Genève pour rester attractifs et attirer les talents.

### 3.2 Le futur de l'éducation

#### **Les enjeux de l'éducation à Genève, par Mme Eléonore Zottos (Secrétaire générale adjointe, au Département de l'instruction publique, de la formation et de la jeunesse – DIP)**

La gouvernance du système éducatif suisse s'articule autour de 3 niveaux, avec :

- Les cantons : selon l'article 62 de la Constitution fédérale, l'instruction publique est du ressort des cantons.
- Le niveau intercantonal : schématiquement, les instances intercantionales – la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP) et la Conférence intercantonale de l'instruction publique de la Suisse romande et du Tessin (CIIP) – s'occupent respectivement de la réglementation de la formation postobligatoire et du processus d'harmonisation de la scolarité obligatoire. L'harmonisation entre cantons passe par la mise en place d'accords intercantonaux (Harmos et plan d'études romand, pédagogie spécialisée, reconnaissance des diplômes, curricula, formation des enseignants, ...).
- La Confédération, avec le Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation (SEFRI) qui s'occupe de la conduite et du financement du domaine des écoles polytechniques fédérales, des HES, de la formation professionnelle et continue, et fournit un soutien aux universités cantonales.

Le DIP constitue donc un des maillons du système éducatif suisse. A Genève, les écoles publiques comprennent les écoles primaires (59 établissements), le cycle d'orientation (19 établissements), le secondaire II (incluant 11 collèges, 7 écoles professionnelles, 4 écoles de culture générale, les classes d'accueil, et les dispositifs de transition et formation obligatoire jusqu'à 18 ans).

Les priorités du DIP pour la législature 2018-2023 sont multiples :

- La lutte contre le décrochage scolaire constitue une priorité du Conseil d'Etat. "Un jeune, un diplôme, un avenir". Des mesures de soutien pédagogique et psychosocial et des formes alternatives de formation sont mises en place (la formation duale, l'apprentissage, les dispositifs pour la formation obligatoire jusqu'à 18 ans).
  - ➔ Avec un marché du travail sous tension et toujours plus exigeant, l'obtention d'un premier diplôme représente un bagage indispensable pour une insertion socio-professionnelle réussie.
- Soutenir les plus fragiles (notion d'école inclusive de l'UNESCO)
- Développer l'éducation au numérique (et par le numérique), notamment suite à la crise Covid : former *au* numérique (enseigner à utiliser, comprendre, évaluer, s'engager et créer dans une



société numérique) et former *par* le numérique (introduire des outils numériques *uniquement* lorsqu'ils présentent une plus-value pédagogique claire).

- Prospective en matière de formation professionnelle et continue (métiers "verts" et du "care", impact de la transition numérique).

### Propositions du groupe de travail

En réponse à la question "quelle éducation? = quoi ", le groupe de travail propose de :

- Promouvoir les valeurs humaines et les droits humains, la non-violence
- Développer les compétences pour devenir les citoyen-nes de demain à toutes les échelles et dans tous les domaines (citoyens numériques)
- Permettre et veiller à l'inclusion
- Donner et créer de la confiance
- L'éducation c'est tout au long de la vie

Par rapport aux publics-cibles (= qui?), chacun doit être formé et devient un acteur de la formation. Le partage d'expériences est central (enjeux de l'éducation, notamment sur le numérique et la formation professionnelle). Il est proposé de travailler sur la mise en place d'un "Hackathon international de l'éducation", afin de favoriser le brassage des cultures, des savoirs et réalités (voir Open Geneva, Cité des métiers). Nous pourrions utiliser Genève comme laboratoire d'idées, de savoirs et de cultures.

Aux questions "pourquoi et comment?", les sujets suivants sont évoqués :

- Le monde est en crise, il convient alors de développer des esprits critiques, l'inter- et transdisciplinarité, mais aussi de former à la résilience ("esprits de résilience")
- Former à la prévention des risques dans les domaines du numérique et de la santé
- Former pour être en capacité de choisir, face à la masse d'informations et à la désinformation
- Maintenir la qualité du système éducatif
- Préparer à l'emploi en développant les connaissances de la réalité des emplois

### 3.3 Le futur du numérique

#### Les enjeux du numérique à Genève, par M. Alexander Barclay (délégué au numérique, Département des infrastructures - DI)

De manière résumée, la [politique numérique](#) porte sur la culture, les pratiques, les processus, et les technologies de l'ère Internet pour répondre aux attentes de la population.

L'Etat de Genève agit à travers 5 axes :

- Facilitateur, notamment par des démarches en ligne
- Formateur, au numérique et par le numérique (enfants, jeunes et adultes)
- Protecteur, notamment afin de renforcer la confiance numérique
- Régulateur, afin d'accompagner les évolutions sociétales par un cadre juridique adapté ; il est intéressant ici de savoir que l'Etat dispose d'une [loi concernant la législation expérimentale](#) (LLExp ; A 2 35) lui permettant d'établir des lois limitée dans le temps à titre expérimental.
- Promoteur, notamment avec la Genève internationale, comme hub de gouvernance mondiale du numérique.

La politique numérique engage toutes les politiques publiques (santé, école, territoire, etc.) et s'articule au sein de l'Etat autour de 5 principes : l'approche centrée sur les usagers, la confiance, la protection et la valorisation des données, l'éthique et l'efficience par l'innovation.

### Propositions du groupe de travail



Le groupe de travail propose de :

- Utiliser Genève, qui a la particularité de réunir 40'000 fonctionnaires internationaux, comme lieu d'expérimentation/laboratoire (par exemple, "[Geneva engage](#)" pour le lien avec les médias, ou la [plateforme de "réseau des villes"](#) à Genève)
  - ➔ Il faut trouver des sujets qui justifient de maintenir leur présence
  - ➔ Créer des situations de rencontres et d'échanges entre la Genève locale et la Genève internationale, mais aussi de favoriser des rencontres qualitatives ("dans la Genève internationale, les gens se côtoient mais ne se connaissent pas")
- Mettre en commun le numérique > Identifier le commun/le générique technologique des entités et organisations, afin de créer des synergies autour d'intérêts publics, par exemple, à travers le mécanisme des logiciels libres ou la mise à disposition de tiers lieux (à l'image du 3DD).
- Développer des outils interopérables et répliquables.
- Développer un mode de gouvernance numérique, en s'inspirant des communs, par exemple en mettant en place une extension de l'espace public dans l'espace numérique.
- Comment faire pour que Genève devienne un centre de gouvernance numérique? Le numérique est un thème pour faire le lien entre la Genève internationale et la Genève locale.
- Inclure la Confédération dans nos futurs échanges (DFAE, CAGI ?) et peut-être également les cantons limitrophes tel que Vaud (exemple de la Trust Valley).
- Créer du lien social et humain entre les acteurs (festivals, événements, nourriture) > ces réflexions vont dans le sens de l'étude interdisciplinaire portée par les acteurs publics qui est en cours concernant le secteur du Jardin des Nations : celle-ci propose la mise en place d'une curation territoriale dans ce secteur afin d'animer ce territoire.
- Est-ce que le Palais Wilson, qui appartient à la Confédération, pourrait représenter un nouveau lieu d'échanges (projet de *Swiss house*, rassembler les entités publiques d'accueil de la Genève internationale au sein du Palais Wilson) ?
- L'Etat de Genève devrait s'ouvrir à l'anglais (utilisation de la langue pour créer des liens).

Finalement, cet atelier a contribué à une certaine qualité des échanges entre les représentants de la Genève internationale et de l'administration cantonale, amenant de la valeur pour les uns et les autres, à la fois dans les domaines de responsabilités respectifs de chacun et dans la perspective de partenariats possibles à développer. Ces échanges ont, en particulier, mis en évidence l'unicité de Genève qui a un potentiel d'expérimentation unique pour développer des projets nouveaux et innovants, en mettant en commun les connaissances et ressources d'acteurs provenant de différents horizons (international, public et privé). Ceci est ressorti pour les trois thématiques approfondies que sont le futur de l'emploi, de l'éducation et du numérique. L'exercice de la prospective a donc permis de proposer des conditions de réflexion pour se projeter dans l'avenir et tenter de répondre aux défis actuels, posant ainsi les jalons pour de nouvelles pistes de réflexion et d'action dans ces thématiques.



## ANNEXE 1 : Liste des invités

Mme Nadia ISLER	SDG Lab	Director
Mme Evgeniya ALTUKHOVA	SDG Lab	Jeune experte associée
Mme Elena BONNACORSI	SDG Lab	Junior Project Officer
M. Edward MISHAUD	SDG Lab	Senior Adviser, Communications
M. Yao YDO	Bureau international de l'éducation (BIE)	Directeur
Mme Laura NICOLLIN	BIE	Project officer, Technical Assistance to Member States in curriculum-related issues
Mme Amapola ALAMA	BIE	Programme specialist, Département Education Systems Quality and Learning
Mme Kamelia KEMILEVA	Geneva Cities Hub	Executive Manager
M. Nicolas SEIDLER	Geneva Science Policy Interface	Executive Director
Mme Sophie TORELLI CHIRONI	ONUG	Assistante spéciale de la Directrice générale
Mme Aziyadé POLTIER-MUTAL	ONUG	Cheffe du project PCP
M. Stéphane DECOUTERE	GESDA	Secrétaire général
Mme Marieke HOOD	GESDA	Executive Director Corporate Affairs
M. Todd HOWLAND	HCDH	Chef, Development and Economic and Social Issues Branch
Mme Laure BELOIN	HCDH	Donor and External Relations Officer
M. Erivan SANTIAGO FRAMCA FILHO	HCDH	Human Rights Officer
Mme Olga STRIESKA-ILINA	OIT	Senior Skills and Employability Specialist
Mme Ana PODJANIN	OIT	Technical Officer, Skills and Employability Branch
Mme Monica CASTILLO	OIT	Senior Green Jobs Technical Specialist
M. Marco LOTTI	DiploFoundation	Project Manager
Mme Dr. Tereza HOREJSOVA	DiploFoundation	Directrice des partenariats
Mme Marina MAIERO	OMS	Reponsable des partenariats et du plaidoyer, Unité Changement climatique et santé
Mme Megha RATHI	OMS	Environmental Health Sector / Climate Change & Health
M. Lionel LOURDIN	Free IT Foundation	Vice-Président, Open Business Foundation
Mme Sabrina COHEN DUMANI	Nomads Foundation	Founder & CEO, Nomads Foundation
M. Jean-Marc RICKLI	Centre de Politique de Sécurité de Genève	Directeur des risques globaux et émergents
Mme Beatrice FERRARI	Etat de Genève	Directrice, Direction des affaires internationales (DAI), Département des finances et des ressources humaines (DF)
M. Michael MEIER	Etat de Genève	Secrétaire général adjoint, DAI, DF
Mme Estelle SANCHEZ-POINTET	Etat de Genève	Chargée de projets, DAI, DF
Mme Coralie APFFEL MAMPAEY	Etat de Genève	Directrice générale, Office cantonal du personnel de l'Etat, DF
Mme Camille TOUSSAINT	Etat de Genève	Déleguée "Genève 2050" et transition écologique, Département des infrastructures (DI)
M. Yves BELLEGO	Etat de Genève	Chargé de communication, DI
M. Alexander BARCLAY	Etat de Genève	Délégué au numérique, DI
M. Alexandre EPALLE	Etat de Genève	Directeur général, Direction générale du développement économique, de la recherche et de l'innovation (DGDERI), Département de l'économie et de l'emploi (DEE)
M Samuel MELLOTT	Etat de Genève	Attaché au développement économique, DGDERI, DEE
Mme Christine AIDONIDIS	Etat de Genève	Attachée au développement économique, DGDERI, DEE
Mme Olga VILLARRUBIA	Etat de Genève	Secrétaire générale adjointe, DEE
Mme Eleonore ZOTTOS	Etat de Genève	Secrétaire générale adjointe, Département de l'instruction publique (DIP)
Mme Afamia KADDOUR	Etat de Genève	Adjointe scientifique, Service du médecin cantonal (SMC), Département de la sécurité, de la population et de la santé (DSPS)
Mme Marie LEOCARDIE	Etat de Genève	Cheffe de secteur, SMC, DSPS
M. Gianfranco MOI	Etat de Genève	Chargé de la prospective du SI Social, Département de la cohésion sociale (DCS)
M. Michel BERCLAZ	Etat de Genève	Directeur, Office de l'action, de l'insertion et de l'intégration sociales (OAIS), DCS
M. Philippe ROYER	Etat de Genève	Directeur du service, Service de l'air, du bruit et des rayonnements non ionisants (SABRA), Département du territoire (DT)
M. Pierre KUNZ	Etat de Genève	Chef de secteur, SABRA, DT
M. Vincent LUSSE	Etat de Genève	Secrétaire général adjoint, Promotion des grands projets, DT
M. Loïc DESLARZES	Etat de Genève	Délégué innovation/transversalité, DT
M. Hervé FAUVAIN	Etat de Genève	Chef de projet "environnement", Grand Genève, DT
M. Rémy ZINDER	Etat de Genève	Directeur, Service cantonal du développement durable (SCDD), DT
Mme Anna-Karina KOLB	Etat de Genève	Directrice, Service des affaires européennes, régionales et fédérales (SAEF), Chancellerie d'Etat





## ANNEXE 2 : Groupes de travail des participants

Emploi	Numérique	Education
Mme Ana PODJANIN (OIT)	M. Marco LOTTI (DiploFoundation)	Mme Amapola ALAMA (BIE)
Mme Sophie TORELLI CHIRONI (ONUG)	M. Lionel LOURDIN (Free IT Foundation)	Mme Elena BONNACORSI (SDG Lab)
Mme Marieke HOOD (GESDA)	M. Nicolas SEIDLER (GSPI)	M. Erivan SANTIAGO FRAMCA FILHO (HCDH)
Mme Sabrina COHEN DUMANI (Nomads Foundation)	Mme Aziyadé POLTIER-MUTAL (ONUG)	Mme Eleonore ZOTTOS (GE-DIP)
Mme Olga VILLARRUBIA (GE-DEE)	M. Alexander BARCLAY (GE-DI)	Mme Afamia KADDOUR (GE-SMC)
M Samuel MELLO (GE-DEE)	M. Jean-Marc RICKLI (GCSP)	M. Loïc DESLARZES (GE-DT)
Mme Estelle SANCHEZ-POINTET (GE-DAI)	M. Gianfranco MOI (GE-DCS)	
<b>Rapporteur</b>	<b>Rapporteur</b>	<b>Rapporteur</b>
M. Vincent LUSSER (GE-DT)	M. Michael MEIER (GE-DAI)	M. Hervé FAUVAIN (GE-DT)
<b>Ressource</b>		<b>Ressource</b>
Mme Camille TOUSSAINT (GE-DI)		Mme Beatrice FERRARI (GE-DAI)